



EXTRAIT : QUESTION N° 03

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Publié le 04 octobre 2024

Séance du 24 septembre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 14

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 18 septembre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame KRAUSS – Madame MOREAU – Madame LE GAGNE – Docteur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GUERIN – Monsieur HEISSAT – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Madame LEPRIZE – Madame CRANCE, excusée – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

Nouvelle convention entre la Ville de Saint-Malo et la SAS CHAMBERSIGN FRANCE relative aux certificats de signature électronique

Dans la cadre de l'utilisation des certificats de signatures électroniques visant à la dématérialisation des procédures, le Centre Communal d'Action Sociale procède à l'acquisition de ceux-ci auprès de la société Chambersign par l'intermédiaire de la centrale d'achat du syndicat mixte Mégalis Bretagne.

Aussi, en raison du renouvellement du marché Mégalis Bretagne en matière de certificats de signatures électroniques remporté à nouveau par la société Chambersign, il convient de signer la nouvelle convention de fonctionnement de pôle de délivrance de certificats en qualité d'autorité d'enregistrement déléguée (AED). Le rôle d'AED, pour rappel, permet de délivrer les certificats électroniques en face-à-face, action obligatoire pour authentifier l'identité du demandeur, localisant le bureau de remise des certificats à la DMRN, 1 Rue des Mauriers à Saint-Malo.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'Administration,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le budget,
- Considérant la convention de fonctionnement de partenariat avec Chambersign relatif à la fourniture de certificats électroniques,

Après avoir délibéré,

APPROUVE

Les termes de la convention Chambersign de fonctionnement de partenariat avec délivrance de certificats en qualité d'AED.

PRECISE

Que les crédits sont inscrits au budget général 2024.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 15 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**

CONVENTION DE FONCTIONNEMENT
DE POLE DE DELIVRANCE DE CERTIFICATS
EN QUALITE D'AUTORITE D'ENREGISTREMENT DELEGUEE

Entre les soussignés :

ChamberSign France, société par actions simplifiée au capital de 496 000 euros, dont le siège est sis 8-10 Rue Pierre Brossolette 92300 Levallois-Perret, et dont l'établissement principal ainsi que l'adresse de correspondance sont situés Le Cours du Midi, 10, Cours de Verdun Rambaud 69002 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 433 702 479,

Représentée par Monsieur Stéphane GASCH, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après dénommée « ChamberSign »

Et

Préciser le nom et la forme juridique de l'entité, entité dont le siège social est situé Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. immatriculée sous le numéro Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte..

Représentée par Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. en sa qualité de Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte., dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après dénommé le « Partenaire »

Ci-après dénommées individuellement « Partie » et collectivement « Parties »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

- A. Pionnière dans son domaine, ChamberSign France, en tant qu'Autorité de certification et tiers de confiance, garantit l'identité numérique des entités publiques et privées et de leurs collaborateurs et représentants. Elle apporte confiance dans les échanges électroniques et fiabilité dans les documents émis et transmis.

ChamberSign équipe plusieurs milliers d'entreprises et de collectivités ; elle les accompagne dans le cadre de leurs projets de dématérialisation, de signature électronique ou encore dans leurs téléprocédures administratives et téléservices publics.

- B. A travers sa gamme de produits, ChamberSign propose un ensemble d'outils d'identités et de signatures électroniques dont les usages sont variés :

- Authentification de la personne physique ou morale ;
- Signature électronique de la personne physique ;
- Scellement des données justifiant l'intégrité des informations transmises ;
- Double usage, à savoir l'authentification et la signature électronique.

Les certificats électroniques sont émis et délivrés dans le respect des normes les plus strictes de la profession, garantissant ainsi un niveau de sécurité optimal dans les échanges électroniques. Ils sont délivrés au format logiciel ou sur supports cryptographiques selon les obligations et les exigences de la réglementation en vigueur.

- C. ChamberSign participe également à la réflexion et au développement des échanges électroniques sécurisés. Acteur reconnu par ses pairs, elle prend part aux réflexions et aux développements des échanges électroniques sécurisés. Elle est, entre autres, membre de la FNTC (Fédération des Tiers de Confiance du Numérique), du ClubPSCo (Club des Prestataires de Services de Confiance) ou encore d'ACN (Alliance pour la Confiance Numérique).
- D. Pour mettre en œuvre la distribution des certificats de signature électronique, ChamberSign France a intégré dans son modèle de développement une forte dimension de proximité et de réactivité avec ses clients.
- E. Certains de ces certificats, dont notamment les certificats qualifiés eIDAS, nécessitent l'exécution d'un face à face avec le porteur du certificat, permettant de vérifier son identité.
- F. Dans le cadre de l'organisation de son activité, ChamberSign a choisi d'organiser un réseau de bureaux d'enregistrement et d'Autorités d'Enregistrement Déléguées chargés de réaliser certains aspects techniques de la délivrance des certificats.
- G. Le Partenaire est un/une [forme juridique de l'entité (collectivité territoriale, établissement public...)].

- H. Dans le cadre du présent Contrat, le Partenaire est une entité adhérente de la Centrale d'Achat Mégalis Bretagne, Syndicat Mixte de coopération territoriale, Pouvoir Adjudicateur agissant en tant que Centrale d'Achat, domicilié, ZAC Les Champs Blancs, 15 rue Claude Chappe - Bât B - 35510 CESSON SÉVIGNÉ, immatriculée sous le numéro SIREN 253514491
- I. Mégalis Bretagne, dans son rôle de centrale achat soumise aux dispositions de l'article L.2113-2 du Code de la Commande Publique a ouvert un marché public, conformément à la procédure formalisée d'appel d'offres, soumis aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-1 et 2, et R. 2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique (CCP) et nommé « Accord-cadre n°2023-10 relatif à la fourniture, la délivrance de certificats électroniques et l'assistance utilisateurs » (ci-après le « Marché »).
- J. L'obtention de ce Marché, qui a pour objet la fourniture, aux adhérents de Mégalis Bretagne, de certificats électroniques dans les conditions et selon les prix prévus au Marché, a été notifié à ChamberSign le 29 décembre 2023.
- K. Ce Marché, dûment notifié, est organisé par l'ensemble des documents constitutifs de l'Accord-cadre n°2023-10.
- L. Le CCTP prévoit en son article 2.1 dénommé « Le public cible » que *« Les fournitures objet de l'accord-cadre sont destinées aux entités publiques adhérentes aux services proposés par la Centrale d'achat du Syndicat mixte Mégalis Bretagne. A ce titre, une convention d'adhésion à la Centrale d'achat du Syndicat mixte est signée entre l'entité concernée et la centrale d'achat. »*
- M. Il est notamment prévu dans les conditions d'exécution du Marché que pour faciliter la délivrance de certificats, certains adhérents pourront réaliser les opérations nécessaires à la remise des certificats. En effet, l'article 5.1.2 « Délégation de la réalisation » du CCTP prévoit que *« Le titulaire proposera également la possibilité de déléguer, à un ou des représentants d'une entité adhérente, la réalisation du face à face et de la délivrance pour les utilisateurs de son entité, ou pour des utilisateurs d'autres entités. »*
- N. C'est à ce titre et dans le cadre de ce Marché que [nom de l'entité partenaire], en tant qu'entité adhérente de Mégalis Bretagne, est autorisée, conformément au CCTP susvisé, à devenir une Autorité d'Enregistrement Déléguée (AED) et corolairement un Partenaire de ChamberSign.
- O. Le Partenaire s'est déclaré intéressé pour exécuter ces fonctions de délivrance et s'est rapproché de ChamberSign afin d'obtenir l'accréditation lui permettant de délivrer des certificats, étant précisé que le Partenaire a eu communication de l'intégralité des documents du marché référencé dans l'Accord-cadre n°2023-10 (Point K de la présente convention) et qu'il déclare en avoir parfaite connaissance.
- P. Dans ces conditions, les Parties se sont rapprochées afin de conclure la présente Convention de partenariat établissant le fonctionnement entre ces dernières.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

1. DEFINITIONS

Dans le cadre du présent Contrat, et en relation directe avec son exécution, l'utilisation des termes définis avec une Majuscule auront le sens défini en **Annexe 1** « Définitions ».

Dans le Contrat, les règles d'interprétation définies ci-après s'appliquent :

- (a) Les titres sont exclusivement insérés pour faciliter la lecture du Contrat et sont sans effet sur son interprétation.
- (b) Les références à des expressions définies s'entendront de la même manière que cette expression soit employée au pluriel ou au singulier.
- (c) Toute référence à une disposition légale ou réglementaire s'entend de la disposition telle qu'elle pourra être modifiée, remplacée ou codifiée par toute disposition légale ou réglementaire ultérieure, dans la mesure où cette modification, ce remplacement ou cette codification est applicable ou est susceptible de s'appliquer aux opérations prévues au Contrat.
- (d) Les références à des articles, paragraphes ou annexes visent les articles, paragraphes ou annexes du Contrat.

2. OBJET

Le Contrat a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles ChamberSign confie au Partenaire, qui accepte, la réalisation du Face-à-Face et la mise à disposition de certificats électroniques émanant de ChamberSign.

L'exécution du Contrat est subordonnée à la condition que le Partenaire dispose de l'ensemble des moyens humains, matériels et financiers pour satisfaire aux obligations qui sont les siennes.

Sans préjudice de l'article « Audits », ChamberSign se réserve la faculté de mener un audit, préalablement à l'exécution du Contrat, de façon à vérifier que le Partenaire dispose de l'organisation ainsi que des moyens humains, matériels et financiers nécessaires à l'exécution du Contrat.

Le Partenaire ne pourra opposer l'absence d'audits pour s'exonérer de ses obligations ou en atténuer la portée.

3. COLLABORATION - COOPERATION

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Elles s'engagent à maintenir une collaboration active et régulière pendant toute la durée du présent Contrat.

Le Partenaire s'engage, par ailleurs, à rendre compte régulièrement de sa mission à ChamberSign et à lui communiquer, sans délai et par écrit, toutes difficultés dont elle pourrait avoir connaissance, afin de permettre à ChamberSign de prendre les actions correctives appropriées.

ChamberSign assistera le Partenaire, dans les limites des présentes et de ses moyens, de façon à lui permettre d'exécuter sa mission.

4. OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

4.1. PREREQUIS

Afin de réaliser les opérations de délivrance des certificats, le Partenaire s'engage à disposer de l'équipement informatique nécessaire et du personnel formé à la technologie de signature électronique, conformément aux exigences requises par les Politiques de certification de ChamberSign, et aux obligations légales et réglementaires.

L'attention du Partenaire est attirée sur les conséquences extrêmement dommageables tant pour ChamberSign que pour ses Clients, de l'inobservation de ces prérequis.

Le non-respect de ces stipulations constituerait un manquement grave à une obligation substantielle justifiant, si bon semble à ChamberSign, la résiliation ou la résolution du contrat aux torts exclusifs du Partenaire.

4.2. AFFECTATION DE PERSONNEL

Le Partenaire désignera le personnel affecté à l'exécution des présentes et ayant des compétences suffisantes en matière de services sécurisés, dont il se porte garant. Ce personnel doit être rattaché à un établissement stable du Partenaire situé sur le territoire français (hors TOM). Il s'abstiendra de désigner du personnel ne répondant pas aux conditions déterminées au présent Contrat et n'ayant pas une ancienneté minimale de six (6) mois. En particulier, le Partenaire veillera à ce que l'extrait de casier judiciaire bulletin N°3 dudit personnel soit vierge.

Le Partenaire informera l'interlocuteur désigné par ChamberSign de l'identité du personnel qu'elle envisage d'affecter, après avoir sollicité l'accord dudit personnel en vue de la transmission d'informations à caractère personnel le concernant. Chaque membre du personnel du Partenaire affecté à l'exécution du présent Contrat devra avoir préalablement souscrit un engagement de confidentialité ainsi que l'acceptation des fonctions. Le Partenaire s'assurera de toujours disposer d'un nombre suffisant de collaborateurs formé et désigné à l'exécution du présent Contrat.

4.3. RESPECT DES POLITIQUES DE CERTIFICATION

Le Partenaire s'engage à remettre le certificat à un Titulaire selon les modalités précisées dans les Politiques de certification, et les procédures internes de ChamberSign.

En cas de compromission du certificat remis, pour non-conformité du dossier de demande ou non-respect des procédures de remise par le Partenaire, le Partenaire s'engage à en informer sans délai et par écrit ChamberSign et le Titulaire afin d'en permettre la révocation.

Le Partenaire s'interdit toute forme de publicité relative aux garanties conférées par les certificats électroniques de ChamberSign de nature à induire en erreur le Titulaire ou le futur Titulaire et soumettra, pour accord préalable à l'interlocuteur désigné par ChamberSign, toute action promotionnelle s'y rapportant.

Le Partenaire s'engage à ce que son personnel affecté par elle à l'exécution du présent Contrat soit régulièrement formé à ses frais afin de tenir compte des évolutions affectant la délivrance de certificats électroniques.

Le Partenaire s'engage à informer sans délai et par écrit l'interlocuteur désigné par ChamberSign en cas de départ ou de changement de mission du personnel affecté à l'exécution du présent Contrat, afin de permettre à ChamberSign la révocation des certificats et la mise à jour du dossier du Partenaire.

5. OBLIGATIONS DE CHAMBERSIGN

Dans le cadre d'une obligation de moyens, ChamberSign exécutera les obligations suivantes.

5.1. ACCES AUX PLATES-FORMES

ChamberSign délivrera un certificat électronique qualifié eIDAS sur support physique à chaque membre du personnel concerné du Partenaire, lequel est strictement personnel et confidentiel, aux fins d'accès à la plate-forme Viseo. ChamberSign se réserve la faculté de refuser d'accorder des droits d'accès au personnel désigné par le Partenaire et qui ne répondrait pas aux conditions posées par le présent Contrat.

Eu égard à l'état de l'art, ChamberSign fera ses meilleurs efforts pour maintenir une disponibilité optimale de ses plates-formes.

En cas de maintenance programmée susceptible d'impacter la disponibilité de la plate-forme Viseo, ChamberSign informera par mail le Partenaire, moyennant un préavis de 48 heures.

En toute hypothèse, ChamberSign s'efforcera de limiter la durée des interruptions susceptibles d'affecter ses plates-formes.

5.2. FORMATION

Le personnel du Partenaire devra avoir suivi une formation, d'une durée totale de quatre (4) heures minimum par un formateur agréé par ChamberSign à l'usage de la signature électronique, du rôle de confiance et à la remise de certificats électroniques.

ChamberSign peut, sur demande expresse du Partenaire, réaliser des prestations complémentaires de formation du personnel de cette dernière.

Les prestations complémentaires de formation feront l'objet d'une commande spécifique et d'une facturation au tarif en vigueur au jour de la demande.

5.3. ASSISTANCE

ChamberSign mettra à la disposition du Partenaire un service d'assistance aux heures d'ouverture normale des bureaux de ChamberSign. Ces dernières sont accessibles depuis le site internet www.chambersign.fr.

ChamberSign mettra également à la disposition du Partenaire aux fins d'assistance précitées, un site Internet documentaire disponible aux heures ouvrées et non ouvrées.

6. AUDITS

Le Partenaire autorise expressément ChamberSign, son personnel, ses mandataires et/ou les Autorités Utilisatrices (ci-après « les auditeurs ») à procéder, pendant la durée du présent Contrat augmentée d'une (1) année à compter de leur résiliation ou résolution, à des audits de conformité aux obligations qui sont les siennes.

A cet égard, le Partenaire s'engage à transmettre ou à tenir à la disposition des auditeurs qui lui en ferait la demande l'ensemble des pièces et documents qui seront nécessaires à la réalisation ou à la préparation desdits audits.

La liste de ces pièces et documents sera communiquée au Partenaire par ChamberSign quinze (15) jours ouvrés suivant la notification d'un audit programmé par ChamberSign.

De même, le Partenaire autorisera les auditeurs à accéder à ses systèmes d'information dans les limites strictement nécessaires à la réalisation de ces audits et en particulier en présence d'un collaborateur du Partenaire ou via un accès donné par le Partenaire. Les mots de passe ne seront délivrés ni à ChamberSign ni à l'auditeur mais saisis par un collaborateur du Partenaire.

Dans le cas d'audits sur site, le Partenaire autorise les auditeurs à accéder à ses locaux.

Sauf urgence dûment motivée, ces audits auront lieu aux heures d'ouverture normale des bureaux du Partenaire et moyennant l'observation d'un préavis de quinze (15) jours.

Sur demande, une copie du rapport d'audit sera remise au Partenaire.

Le rapport d'audit ainsi que l'ensemble des informations et des documents recueillis durant cet audit seront couverts par l'engagement de confidentialité.

En cas de non-conformité, les Parties se concerteront dans les meilleurs délais pour résorber ces non-conformités

Le Partenaire s'engage à supprimer, à ses frais exclusifs, les non-conformités majeures et mineures le concernant et ce, s'agissant de non-conformités majeures dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrés. Il confirmera par écrit à ChamberSign ladite suppression en détaillant les mesures correctives prises.

Nonobstant les stipulations qui précèdent, ChamberSign se réserve la faculté de (ou de faire) réaliser un audit de suivi, à tout moment et sans préavis, de manière à vérifier l'effectivité de ou des actions correctives.

En cas de non-conformité majeure, telle que définie à l'article « Définitions » ci-dessus, ChamberSign se réserve la faculté de résilier le présent Contrat, de plein droit par simple lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le Partenaire puisse prétendre à des dommages et intérêts de ce fait.

L'existence de non-conformité majeure équivaut à une suspension d'Agrément ayant pour effets de suspendre le mandat donné par ChamberSign au Partenaire, tel que déterminé à l'article « Objet » du présent Contrat et, jusqu'à la correction de la non-conformité majeure. La résiliation du présent Contrat vaut suppression de l'Agrément.

De même, ChamberSign se réserve la faculté de supprimer les droits d'accès du ou des personnels du Partenaire qui n'observeraient pas les prérequis qui s'imposent au Partenaire et/ou qui seraient à l'origine de non-conformité majeure.

ChamberSign se réserve la faculté de facturer au Partenaire ses frais de mission relatifs à ces audits en cas de non-conformité majeure.

En toute hypothèse, les frais d'audits exposés par le Partenaire demeureront à sa charge exclusive.

7. FACTURATION

Les tarifs des certificats délivrés par le Partenaire sont établis conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du Marché.

Les prix sont définis hors taxes et sont majorés des taxes, notamment de la TVA en vigueur au jour de la facturation.

Les pertes de gestion du Partenaire resteront à sa charge exclusive et ce, même en l'absence d'imprudence ou de négligence de sa part.

8. PENALITES

En cas de non-conformité majeure, le Partenaire sera, passé un délai de quinze (15) jours ouvrés, redevable de pénalités de retard calculées comme suit :

- Cinq cents (500) euros par jour ouvré de retard.

En cas de révocation d'un certificat pour cause de compromission liée à une non-conformité majeure, le Partenaire sera redevable d'une pénalité calculée comme suit :

- Cinq cents (500) euros par certificat révoqué.

Ces pénalités ne privent pas ChamberSign de sa faculté de poursuivre l'exécution des obligations du Partenaire, de solliciter des dommages-intérêts et/ou prononcer la résiliation/résolution du présent Contrat.

Les Parties conviennent que ces pénalités ne sont pas excessives et correspondent à leur volonté expresse.

Ces pénalités seront automatiquement déductibles, par compensation, des sommes qui pourraient être dues par ChamberSign au Partenaire.

9. DUREE

9.1. DUREE

Le présent Contrat prend effet à compter de sa signature par les Parties, pour une durée d'un (1) an, et ensuite tacitement renouvelable pour des périodes successives d'un (1) an étant entendu qu'en toute hypothèse, le présent contrat ne saura perdurer au-delà du marché décrit dans les documents constitutifs de l'accord cadre n°2023-10.

En cas de signature à des dates différentes, la dernière date est considérée entre les Parties comme la date de signature effective du Contrat.

9.2. DENONCIATION

Le Contrat pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties à chaque période annuelle moyennant un préavis de trois (3) mois avant la fin de l'année en cours envoyé conformément à l'article Notification.

L'absence de renouvellement ou prorogation du Contrat ne donne lieu à aucune indemnité ou dédommagement de quelque nature que ce soit pour aucune des Parties.

10. CONSEQUENCE DU NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DU CONTRAT

10.1. RESILIATION ANTICIPEE

En cas de manquement par l'une des Parties à une obligation des présentes non réparé dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiant le manquement en cause, l'autre Partie pourra, si bon lui semble, prononcer de plein droit la résiliation ou la résolution du Contrat.

La résiliation susvisée interviendrait sans préjudice de tous dommages et intérêts que serait en droit d'obtenir la Partie lésée.

10.2. REVOCATION DES CERTIFICATS

En cas de violation des obligations du Partenaire porté à la connaissance de ChamberSign, ChamberSign prononcera sans délai la révocation du ou des certificats concernés et ce, sans préjudice des autres dispositions convenues dans le présent Contrat.

En cas de réclamation de tiers dirigés contre ChamberSign, notamment des porteurs ou des Autorités Utilisatrices, consécutives à la révocation des certificats par ChamberSign du fait du Partenaire, le Partenaire garantira ChamberSign des conséquences pécuniaires de ces réclamations.

11. REVERSIBILITE

En cas de résiliation ou de résolution du présent Contrat pour quelque motif que ce soit, le Partenaire s'engage à restituer à ChamberSign, dans un délai de quinze (15) jours, l'intégralité des outils, documents et informations sous forme physique et numérique en sa possession, qu'ils lui aient été remis ou qu'ils aient été créés à l'occasion de l'exécution du présent Contrat.

En outre, le Partenaire s'engage à coopérer avec ChamberSign et ce, de façon à permettre à cette dernière de reprendre ou faire reprendre les obligations à la charge du Partenaire sans interruption.

12. CONVENTION DE PREUVE

Les opérations réalisées par le Partenaire au moyen de la plate-forme Viseo et enregistrées au moyen de cette plate-forme font foi entre les Parties.

Les accès à la plate-forme Viseo de ChamberSign au moyen de certificats électroniques RGS 2* ou équivalent eIDAS sur support physique avec lecteur Pinpad remis par ChamberSign au personnel du Partenaire sont réputés être le fait du Partenaire. En cas de compromission, le Partenaire devra veiller sans délai à révoquer les certificats et à en informer ChamberSign par écrit. ChamberSign remettra, dans les meilleurs délais, de nouveaux certificats au personnel du Partenaire.

13. RESPONSABILITE ET ASSURANCES

ChamberSign indemniserà le Partenaire des préjudices certains et directs subis par le Partenaire du fait d'un manquement prouvé de ChamberSign à ses obligations en application du présent Contrat, dans les limites précisées par sa police d'assurance souscrite à cet effet et dont une attestation sera fournie au Partenaire à première demande.

Aux fins de la présente clause, sont expressément exclus les dommages indirects, tels que : atteinte à l'image, préjudice moral, perte de gain ou de chance, trouble commercial, perte de chiffre d'affaires ou d'exploitation, atteinte aux données.

Le Partenaire atteste avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait de dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés à ChamberSign et à tout tiers dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

A ce titre, le Partenaire s'engage à acquitter les primes et cotisations afférentes à ladite police d'assurance et de manière générale, à respecter l'ensemble des obligations, afin de couvrir l'ensemble des activités relatives au présent Contrat.

Le Partenaire s'engage à justifier du paiement des primes correspondantes, des garanties et exclusions à première demande de ChamberSign.

Cette obligation présente un caractère essentiel et déterminant, sans lequel ChamberSign n'aurait pas contracté.

14. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1. DROITS CONCEDES PAR LE PARTENAIRE

Le Partenaire concède à ChamberSign, à titre personnel, non exclusif et non transmissible :

- Un droit d'usage de la marque et du logo de l'entité du Partenaire.

ChamberSign pourra apposer, sous réserve d'obtenir l'accord préalable écrit de Partenaire avant toute publication, les marques dont il a le droit d'usage sur les supports suivants :

- Tout support publicitaire ;
- Tout type de document d'information.

14.2. DROITS CONCEDES PAR CHAMBERSIGN

ChamberSign concède au Partenaire, à titre personnel, non exclusif et non transmissible :

- un droit d'usage des éléments (Plateforme Viseo, documentation) mis à sa disposition pour l'exécution du Contrat ;
- un droit d'usage des marques ChamberSign et des marques des différents certificats en fonction de ceux commandés par les collaborateurs du Partenaire.

Le Partenaire pourra apposer, sous réserve d'obtenir l'accord préalable écrit de ChamberSign France avant toute publication, les marques sur les supports suivants :

- Tout type de document d'information à destination de ses collaborateurs.

Tout autre droit de reproduction, de traduction, d'arrangement, d'adaptation, de correction, de mise sur le marché, de prêt, de location, de représentation ou de communication au public des éléments susvisés sont expressément réservés à ChamberSign.

ChamberSign conserve ainsi la propriété des méthodes et du savoir-faire ou des outils qui lui sont propres et qu'elle aurait pu mettre à la disposition du Partenaire en vertu du présent Contrat.

Dans le cadre de l'utilisation des marques de ChamberSign, le Partenaire s'engage à informer l'autre, dans les plus brefs délais, de toute contrefaçon ou utilisation suspecte des droits de propriété intellectuelle susvisés. Le Partenaire s'engage à assister, le cas échéant, ChamberSign dans les actions qu'elle pourrait mettre en œuvre pour protéger ses droits.

14.3. TERMES ET CONDITIONS DES DROITS CONCEDES

Les droits et autorisations consentis sont strictement limités à l'exécution du Contrat et à sa durée d'exécution. Au terme du Contrat ou en cas de résiliation anticipée, chaque Partie s'oblige à cesser immédiatement d'utiliser les marques et signes distinctifs de l'autre Partie de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

Il est expressément convenu qu'une Partie n'acquiert aucun droit de propriété ni de licence, quel qu'en soit le fondement ou le contenu, sur les marques et signes distinctifs de l'autre Partie.

Chaque Partie conserve la propriété de tous les éléments de droit de propriété intellectuelle, ainsi que des méthodes, du savoir-faire et des outils qui lui sont propres et qu'elle aurait pu mettre à la disposition de l'autre Partie en vertu du présent Contrat.

Sans préjudice des dispositions qui précèdent, chacune des Parties pourra citer le nom, y compris la marque, de l'autre Partie à titre de référence conformément aux usages.

15. CONFIDENTIALITE

L'attention du Partenaire est attirée sur le fait que les informations échangées dans le cadre du présent Contrat sont susceptibles d'être protégées par le secret professionnel, dont la violation constituerait une infraction, passible de peines d'amende et d'emprisonnement en vertu des articles 226-13 et 226-14 du Code pénal.

En conséquence, les Parties reconnaissent que l'ensemble des informations communiquées par écrit ou oralement dans le cadre du présent Contrat sont confidentielles et s'engagent mutuellement à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et veiller à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement requises par l'exécution des présentes.

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations dont la communication serait obligatoire en vertu d'une disposition légale d'ordre public, d'une réquisition de l'autorité judiciaire ou d'une décision de l'autorité administrative compétente et non entachée d'illégalité.

De même, cette obligation de confidentialité n'est pas applicable aux informations dont il serait démontré qu'elles :

- seraient connues de l'autre partie avant l'entrée en vigueur du présent Contrat ;
- auraient été développées indépendamment ;
- lui auraient été communiquées par un tiers en l'absence de violation d'un engagement de confidentialité.

Cette obligation de confidentialité produira ses effets pour toute la durée du présent Contrat, augmentée d'une durée de cinq (5) années, nonobstant sa résiliation ou résolution éventuelle.

Les dispositions qui précèdent ne privent pas la partie non défaillante de se prévaloir de ces informations afin d'assurer le succès de ses prétentions en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des présentes.

16. INCESSIBILITE DU CONTRAT

Le présent Contrat étant conclu intuitu personae, il ne pourra en aucun cas être cédé, transféré ou sous-traité, pas plus que les droits et obligations qui y figurent à quelque personne, et sous quelque forme que ce soit, par l'une ou l'autre des Parties sans l'accord express, préalable et écrit de l'autre Partie.

Toute infraction à cette disposition pourra être sanctionnée par la rupture immédiate dudit contrat.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également en cas d'opération de fusion-absorption, de scission ou d'apport partiel d'actif placée sous le régime des fusions. Il en va de même, en cas de dissolution sans liquidation opérant transmission universelle de patrimoine.

17. SOUS-TRAITANCE

Le présent Contrat ne pourra faire l'objet d'une sous-traitance ou d'une délégation de la part du Partenaire sans l'accord préalable et écrit de ChamberSign.

18. PERSONNEL

Le Partenaire emploie et rémunère les membres de son personnel sous sa responsabilité exclusive, notamment au regard des obligations fiscales et sociales.

Conformément aux articles L. 8221-1 et suivants et R. 8221-1 et suivants du Code du travail relatifs au travail dissimulé, le Partenaire remettra à ChamberSign une attestation certifiée sur l'honneur que les membres de son personnel qui exécuteront les prestations objet du contrat seront employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1 à L.3243-4 et L. 1221-1 et suivants du Code du travail.

19. NOTIFICATION

Chacune des Parties désignera un interlocuteur unique chargé du suivi de l'exécution du présent Contrat et du suivi du partenariat :

- Pour ChamberSign : Guillaume PETIT, Responsable commercial - Le Cours du Midi, 10, Cours de Verdun Rambaud, 69002 Lyon.
- Pour le Partenaire : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

En cas d'indisponibilité temporaire ou définitive de l'interlocuteur désigné ci-dessus, la partie concernée communiquera à l'autre Partie, dans les meilleurs délais et par écrit, l'interlocuteur suppléant ou remplaçant.

Pour l'exécution de la présente convention, notamment des dispositions du paragraphe précédent, et sauf dispositions particulières, les Parties conviennent d'adresser toute correspondance à :

- Pour ChamberSign : Adresse d'envoi des courriers : ChamberSign France – Le Cours du Midi, 10, Cours de Verdun Rambaud, 69002 Lyon.
- Pour le Partenaire : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

20. DISPOSITIONS DIVERSES

20.1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité croissant :

- Le présent Contrat ;
- Ses annexes ;
- Les documents relatifs au Marché visé en Préambule de la présente Convention (Accord-cadre n°2023-10).

Tout autre document non expressément mentionné ci-dessus ou accord conclu oralement n'a pas de valeur contractuelle sans l'accord exprès et écrit des Parties et ne leur est pas opposable.

En cas de contradiction entre des documents de nature différente, il est expressément convenu entre les Parties que la disposition la plus précise l'emportera.

Les stipulations du présent Contrat remplacent et annulent tous les accords antérieurs écrits ou oraux intervenus entre les Parties.

Nonobstant les règles d'interprétation des contrats définies dans le Code civil, il sera fait application de critères de rang selon les principes suivants :

- obligation par obligation ;
- ou à défaut alinéa par alinéa ;
- ou à défaut article par article.

20.2. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque Partie s'engage à respecter les stipulations de l'**Annexe** « Traitement des données à caractère personnel ».

20.3. INTEGRALITE - AVENANT

Le présent Contrat exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent Contrat, à moins qu'il en soit expressément convenu autrement dans le présent Contrat.

Sans préjudice des dispositions convenues à l'article « Evolutions », aucun avenant au présent Contrat ne pourra intervenir à défaut d'accord écrit signé des représentants dûment habilités des Parties.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, il est expressément convenu que les Annexes conclues entre ChamberSign et le Partenaire sont indivisibles des dispositions convenues en vertu du présent Contrat.

20.4. EVOLUTIONS

Par dérogation à l'article « Intégralité – Avenant », le Partenaire déclare comprendre et accepter qu'en égard au caractère évolutif des technologies, normes et réglementations applicables à la signature électronique, les spécifications auxquelles ChamberSign et, par conséquent, le Partenaire doit se soumettre sont susceptibles d'être modifiées pendant la durée du présent Contrat.

En conséquence, les guides et les procédures internes de ChamberSign pourront être modifiés par ChamberSign, ce que le Partenaire accepte expressément et ce, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant écrit au présent Contrat.

Chacune des Parties fera ses meilleurs efforts pour adapter son organisation et les moyens qu'elle affecte à l'exécution des présentes ; toutefois, en cas d'impossibilité, pour des raisons organisationnelles, techniques, financières ou humaines, chacune des parties se réserve la faculté de résilier le présent Contrat moyennant un préavis d'un (1) mois et l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie dûment motivée, en particulier au regard des coûts excessifs engendrés par de telles modifications. La lettre recommandée avec accusé de réception est à adresser au Pôle juridique à l'adresse suivante : Cours du Midi, 10 cours de Verdun Rambaud 69002 Lyon.

La résiliation du présent Contrat en application des stipulations qui précèdent n'ouvre pas droit à des dommages-intérêts de ce fait.

20.5. TOLERANCE – NON-RENONCIATION

Les Parties conviennent réciproquement que le fait pour l'une des parties de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder à l'autre Partie des droits acquis.

De plus, une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

20.6. SINCERITE

Les Parties déclarent sincères les présents engagements.

A ce titre, les Parties déclarent ne disposer d'aucun élément à leur connaissance qui, s'il avait été communiqué, aurait modifié le consentement de l'autre Partie.

20.7. NATURE DU CONTRAT ET INTERPRETATION

Le Partenaire, dans le cadre des présentes, agit à l'égard des Abonnés ou Titulaires au nom et pour le compte de ChamberSign.

Le Partenaire s'abstiendra à l'égard des tiers de tout dépassement de pouvoir, tel que ce pouvoir est déterminé au présent Contrat. En particulier, le Partenaire s'abstiendra de conclure tout contrat portant sur les Certificats électroniques au nom et pour le compte de ChamberSign.

Le présent Contrat est exclusif de tout mandat d'intérêt commun.

Le Partenaire reconnaît et garantit que l'objet du présent Contrat revêt un caractère accessoire et non déterminant au regard de son activité principale.

Aucune indemnité de privation de clientèle fondée sur la résiliation du présent Contrat, y compris du fait de l'arrivée de son terme normal, ne saurait être réclamée.

Le présent Contrat ne saurait être interprété comme conférant une exclusivité quelconque.

20.8. NULLITE

Si une ou plusieurs stipulations du présent Contrat sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Dans le cas où la ou les stipulations auraient un caractère essentiel, les parties s'engagent à négocier de bonne foi un avenant au présent Contrat de façon à remplacer ladite ou lesdites stipulations par des dispositions similaires respectant l'économie de cette convention de partenariat.

20.9. IMPREVISION

Chacune des Parties convient par les présentes que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

21. FORCE MAJEURE

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre du Contrat qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure. Il y a force majeure lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du Contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.

Dans cette hypothèse, les obligations des Parties seront suspendues à compter de la Notification de cette cause exonératoire par l'une des Parties à l'autre Partie et cela, jusqu'à sa cessation. Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à deux (2) mois, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs.

Si aucun accord ou aucune alternative n'était possible dans ce délai de deux (2) mois à compter de la notification susvisée, ces engagements pourront alors être dénoncés par la Partie dont les obligations ne sont pas affectées par l'événement de force majeure, sans dommages et intérêts, sur simple Notification, sans indemnité ni préavis.

22. LOI APPLICABLE - LITIGES

22.1. DROIT APPLICABLE

Le présent Contrat est soumis au droit français.

Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

22.2. REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Avant toute action contentieuse, les Parties chercheront, de bonne foi, à régler à l'amiable leurs différends relatifs à la validité, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution, l'interruption ou la résiliation du Contrat, sur quelques fondements que ce soient (ci-après le « **Litige** »).

Les Parties s'efforceront de trouver un accord amiable dans un délai de quarante-cinq (45) jours ouvrés à compter de la Notification par l'une d'elle de la nécessité d'un tel accord. Cette Notification contiendra des précisions raisonnablement détaillées sur le Litige, ainsi que tous documents y afférents.

Pendant cette période, les Parties devront se réunir au moins une fois afin de confronter leurs points de vue et effectuer toutes constatations utiles pour leur permettre de trouver une solution au conflit qui les oppose.

22.3. ATTRIBUTION DE JURIDICTION EN CAS D'ECHEC DU REGLEMENT AMIABLE

Passé ce délai, en l'absence d'accord entre les Parties, chacune des Parties sera en droit de saisir la juridiction compétente. Chaque Partie se réserve toutefois une option de compétence pour toute mesure conservatoire qu'elle serait amenée à prendre.

23. SIGNATURE

Dans le cas où la signature électronique est utilisée, les Parties déclarent accepter la signature sous conditions qu'elle soit réalisée à partir d'un certificat qualifié eIDAS ou RGS** (normes minimales), établie au nom des signataires du présent Contrat. Ainsi, seul le document électronique signé par chacune des Parties constitue un document original admis à titre de preuve et parfaitement valide.

En cas de signature manuscrite, il est déclaré que ce document est fait en deux (2) exemplaires originaux, dont un (1) pour chaque Partie. Toutes les pages du document doivent être paraphées.

SIGNATURE DES PARTIES

Pour ChamberSign	Pour le Partenaire
Stéphane GASCH Directeur Général	A COMPLETER Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Date : ____/____/____	Date : ____/____/____

Annexe 1

DEFINITIONS

Pour l'exécution des présentes, les termes dont la première lettre figure en majuscule auront la signification suivante et sont acceptés par les Parties :

- « **Abonné** » : désigne une personne qui signe un contrat d'abonnement aux services de ChamberSign.
- « **Accréditation** » : désigne la reconnaissance par ChamberSign qu'une personne possède la formation et les qualités nécessaires pour réaliser des opérations de face à face et/ou délivrer des certificats électroniques émanant de ChamberSign.
- « **Authentification** » : fonction permettant d'identifier de manière sécurisée les partenaires mis en relation lors d'un échange de données informatisées. Elle permet à l'Abonné d'apporter la preuve de son identité afin de lui autoriser l'accès aux services.
- « **Autorité de Certification** » ou « **AC** » : Désigne au sein d'un PSCE, une Autorité de Certification a en charge, au nom et sous la responsabilité de ce PSCE, l'application d'au moins une politique de certification et est identifiée comme telle, en tant qu'émetteur (champ « issuer » du certificat), dans les certificats émis au titre de cette politique de certification. Cette entité est responsable de l'émission, de la délivrance, de la gestion et de la révocation des certificats électroniques. Elle est également responsable des certificats émis en son nom. ChamberSign France est une Autorité de Certification qualifiée RGS et eIDAS. Elle a fait l'objet d'un contrôle de conformité par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information et est inscrite sur la liste de confiance européenne.
- « **Autorité d'Enregistrement Déléguée (AED)** » : Désigne une entité publique ou privée externe à ChamberSign et au réseau de B.E. C'est une composante de l'Autorité de Certification responsable de l'identification du titulaire et de la délivrance de certificats électroniques. Par exemple : une collectivité locale qui intervient uniquement lors de la réalisation du face-à-face avec le porteur et la remise du support de clé lorsque ces étapes sont nécessaires. Une AED comporte un ou plusieurs opérateurs d'AED. Comme les AE, les AED entrent dans le champ de contrôle de l'AC.
- « **Autorité Utilisatrice** » : désigne un service public en ligne acceptant l'usage des certificats électroniques ChamberSign pour l'authentification de ses usagers ou par la signature de documents par ceux-ci.
- « **Bi-clé** » : Couple composé d'une clé privée (devant être conservée secrète) et d'une clé publique correspondante, nécessaire à la mise en œuvre d'une prestation de cryptologie, à des fins de signature ou de scellement, basée sur des algorithmes asymétriques. La clé publique permet de vérifier les signatures électroniques par la clé privée associée. La clé publique est scellée avec l'identité du signataire dans le certificat électronique associé.
- « **Bureau d'Enregistrement ou (BE)** » : Un BE est une entité, signataire d'une convention avec l'AC ou département de l'AC, qui fait l'objet d'une accréditation par CSF / QS pour pouvoir procéder à l'enregistrement de porteurs (vérification du dossier,

réalisation du face-à-face avec remise du support de clé le cas échéant). Un BE peut également intervenir dans la révocation (demande de révocation faite par courrier auprès du BE). De plus, les BE interviennent dans le processus d'accréditation des MC (réalisation du face-à-face et remise du support de clé). Un BE comporte un ou plusieurs opérateurs de BE.

- « **Certificat électronique** » : désigne, dans le monde numérique, l'équivalent d'une pièce d'identité, en ce sens qu'il est porteur d'une identité certifiée par une Autorité de Certification. Le certificat comporte les éléments attestant du lien entre les données de vérification de signature et l'identité du signataire.
- « **Compromission** » : divulgation, suspicion de divulgation ou de perte d'informations confidentielles résultant de la violation d'une mesure de sécurité et conduisant à une perte éventuelle de confidentialité et/ou d'intégrité des données considérées. Il peut s'agir également de l'altération ou de la suspicion d'altération de la qualité d'un certificat électronique au sens de l'article 33 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.
- « **Confidentialité** » : désigne la préservation du secret d'une information à l'égard des personnes n'ayant pas à en connaître. Elle s'applique aussi bien pendant le transport que pendant le stockage.
- « **Données personnelles** » : désigne toute information relative à une personne physique identifiée ou identifiable, et dans les différents contrats et conventions avec ChamberSign les données traitées ou transférées par le contractant ou auxquelles celui-ci a accès, suite à la signature du Contrat, l'adhésion à la convention, ou de tout document y étant associé ;
- « **Identification** » : procédure par laquelle une personne ou une entité établit et fait connaître son identité à une autre personne ou entité avec laquelle elle souhaite communiquer.
- « **Intégrité** » : garantit, qu'une fois produit, un objet électronique n'est pas altéré pendant son transport ou son stockage. Le hash de l'objet ou l'utilisation de signature électronique permet d'identifier toute modification ultérieure.
- « **Internet** » : ensemble de réseaux informatiques et de télécommunications interconnectés, de dimension mondiale, permettant l'accès à des contenus par les utilisateurs par l'intermédiaire de serveurs.
- « **Lecteur Pinpad** » : appelé également « Boîtier Pinpad » ou encore « Lecteur de carte avec clavier », désigne un lecteur de certificats électroniques RGS, se présentant sous la forme d'une carte à puce, et permettant la saisie du code Pin dudit certificat électronique. Ce lecteur, composé d'un clavier à chiffres, est indépendant du poste de travail informatique ; il se connecte via un câble USB. Un lecteur Pinpad a une vocation purement technique et fonctionnelle pour la saisie du code Pin uniquement. Il ne contient ni donnée personnelle ou sensible. Son rôle est d'assurer le contrôle et la possession du certificat par le titulaire du certificat.
- « **Non-Conformité Majeure** » : désigne l'absence de réalisation de face à face, la perte de dossier et/ou toute non-conformité susceptible d'entraîner une compromission.

- « **Non-Conformité Mineure** » : désigne toute action non conforme aux PC, à la DPC et aux procédures internes de ChamberSign qui ne constitue pas une non-conformité majeure.
- « **Non-répudiation** » : propriété qui permet au signataire de ne pouvoir nier être l'auteur de la signature électronique et garantit être l'auteur d'un contrat, d'un accord ou de tout autre document contractuel signé électroniquement.
- « **Opérateur** » : rôle de confiance accordé au personnel du Partenaire spécialement formé au domaine de la certification électronique et, plus particulièrement, à la délivrance de certificats électroniques. Le rôle est attribué *intuitu personae* et fait l'objet d'évaluation et de supervision régulières.
- « **Plateforme VISEO** » : désigne l'accès spécifique aux services permettant la commande, la validation des dossiers, la délivrance ainsi que la gestion des certificats électroniques émis par ChamberSign.
- « **Politique de Certification** » : Ensemble de règles, identifié par un nom (OID), définissant les exigences auxquelles une AC déclare se conformer dans la mise en place et la fourniture de ses prestations et indiquant l'applicabilité d'un certificat à une communauté particulière et/ou à une classe d'applications avec des exigences de sécurité communes. Une PC peut également, si nécessaire, identifier les obligations et exigences portant sur les autres intervenants, notamment les porteurs et les utilisateurs de certificats.
- « **Porteur ou Porteur de certificats** » : désigne une personne physique identifiée dans un certificat de personne physique objet de la PC et fourni par l'IGC. Cette personne utilise sa clé privée et le certificat correspondant dans le cadre de ses activités professionnelles en relation avec l'entité identifiée dans le certificat et avec laquelle elle a un lien contractuel, hiérarchique ou réglementaire. Conformément aux CGU que le porteur signe, si l'entité ne l'interdit pas, le porteur peut utiliser son certificat pour des usages non professionnels et en ne revendiquant que la certification de ses nom et prénoms présents dans le certificat. Le Porteur peut également être désigné sous le nom de « demandeur de certificat » avant la délivrance du certificat.
- « **Responsable de traitement** » : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du Traitement des Données personnelles.
- « **Règlement eIDAS** » : règlement européen qui s'applique à l'identification électronique, aux services de confiance et aux documents électroniques, et abroge la directive 1999/93/CE sur la signature électronique. Il impose des exigences relatives à la reconnaissance mutuelle des moyens d'identification électronique ainsi qu'à celle des signatures électroniques, pour les échanges entre les organismes du secteur public et les usagers.
- « **RGPD** » : signifie le Règlement général sur la protection des données, (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données), et abrogeant la Directive 95/46/CE.
- « **RGS** » : désigne un référentiel documentaire réalisé par l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information) qui définit des exigences pour différentes fonctions de sécurité. Il concerne les produits de sécurité et les prestataires de services de confiance utilisés dans le cadre des échanges dématérialisés entre usagers et

autorités administratives ainsi qu'entre autorités administratives. Les niveaux de sécurité d'exigences sont croissants (*, **, ***) et comportent des spécifications techniques différentes (source site Internet de l'ANSSI).

- « **Sous-traitant** » : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui Traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du Traitement.
- « **Titulaire** » : désigne soit le porteur pour une personne physique, soit une personne morale, représentée par le RCC, au nom duquel un certificat cachet a été délivré.
- « **Traitement** » : désigne toute opération ou ensemble d'opérations effectuées sur des Données personnelles ou sur des ensembles de données personnelles.

Annexe 2

TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Il est précisé que les termes commençant par une lettre majuscule dans la présente annexe ont le sens qui leur est attribué à l'**article « Définitions »** du Contrat.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

1. SUIVI DE LA RELATION DE PARTENARIAT ENTRE CHAMBERSIGN ET LE PARTENAIRE

Dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, et pour mener à bien l'ensemble de nos obligations contractuelles respectives, ChamberSign et le Partenaire sont amenés à avoir connaissance de données personnelles concernant leurs personnels respectifs, telles que des données d'identité et des données de la vie professionnelle (adresse électronique, numéro de téléphone). Ces données sont nécessaires aux Parties, pour la bonne exécution du présent Contrat dans le cadre de la fourniture de certificats par ChamberSign au personnel du Partenaire ainsi que de la formation et de l'assistance de ce dernier par ChamberSign.

A ce titre, ChamberSign et le Partenaire agissent tous deux en tant que Responsables de traitements des données du personnel de l'autre Partie, dont ils ont respectivement connaissance. ChamberSign et le Partenaire sont donc tous deux responsables du respect des obligations issues du Règlement européen n°2016/679 dit règlement général sur la protection des données (RGPD) concernant la collecte et le traitement des données à caractère personnel.

De ce fait, les Parties s'engagent notamment à fournir l'ensemble des informations relatives au traitement de données aux personnes concernées et à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires à la protection des données personnelles respectivement traitées.

2. FOURNITURE DES CERTIFICATS ELECTRONIQUES AUX ABONNES ET AUX TITULAIRES PAR LE PARTENAIRE, AU NOM ET POUR LE COMPTE DE CHAMBERSIGN

Dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, le Partenaire est amené à fournir des certificats électroniques aux Abonnés et aux Porteurs finaux pour le compte et sur instructions de ChamberSign. A ce titre, le Partenaire traitera les données personnelles relatives à l'identité (nom, prénom) et à la vie professionnelle (adresse électronique, téléphone, fonction, etc.).

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, l'enregistrement, la consultation, la modification, l'archivage et la suppression des données à caractère personnel.

Les catégories de personnes concernées sont le responsable de traitement, le personnel du responsable de traitement, les clients du responsable de traitement, les sous-traitants du responsable de traitement et les tiers (fournisseurs).

En sa qualité de responsable du traitement, ChamberSign est donc responsable du respect des obligations issues du Règlement européen n°2016/679 dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) concernant la collecte et le traitement des données à caractère personnel réalisés pendant la prestation.

Ainsi, il appartient à ChamberSign de fournir l'ensemble des informations relatives au traitement des données à caractère personnel aux personnes concernées lors de la collecte de celles-ci.

Dans le cadre du présent Contrat, le Partenaire, étant mandaté par ChamberSign pour la réalisation des prestations précitées, est considéré comme sous-traitant au sens du RGPD.

Ainsi, et conformément aux dispositions du RGPD, le Partenaire s'engage :

- A ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées de ChamberSign ; si le Partenaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement ChamberSign ;
- A ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité de ces données ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données ;
- A héberger et traiter les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent Contrat dans un pays de l'Union Européenne ;
- A aider le responsable de traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernant leurs données à caractère personnel. En cas de demande d'exercice de droit auprès du Partenaire, ce dernier doit les adresser dès réception par courrier à ChamberSign à l'adresse suivante : Le Cours du midi - 10 Cours de Verdun Rambaud – 69002 Lyon ou bien par e-mail au Délégué à la Protection des Données (DPD/DPO) à l'adresse suivante : rgpd@chambersign.fr ;
- A informer sans délai ChamberSign et au maximum 24 heures ouvrées après avoir pris connaissance d'une violation de la base de données à caractère personnel par le moyen suivant : appel téléphonique à ChamberSign au 04 81

91 81 76 accompagné d'un envoi d'un email pour confirmation écrite à ChamberSign à l'adresse suivante : rgpd@chambersign.fr ;

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à ChamberSign, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
 - La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - La description des mesures prises ou que ChamberSign propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- A ne pas faire appel à des sous-traitants ultérieurs pour la réalisation de la prestation précitée, sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de ChamberSign ;
 - A prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
 - A aider ChamberSign dans ses missions relatives à la sécurité des données à caractère personnel et notamment la sécurité du traitement (pseudonymisation et chiffrement, confidentialité, etc.), la mise en place des différentes obligations à la suite d'une violation de données à caractère personnel, et l'analyse d'impact relative à la protection des données traitées, etc. ;
 - A communiquer les coordonnées de son Délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données. En l'absence de désignation d'un délégué à la protection des données, le Partenaire transmet au minimum les coordonnées de la personne référente en matière de protection des données ;

Coordonnées du DPO ou de la personne référente : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- A mettre à la disposition de ChamberSign toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent contrat et permettre la réalisation d'audits par le responsable de traitement ou toute personne qu'il aurait mandaté à cet effet ;
- A tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de ChamberSign ;
- A détruire, à l'issue du présent Contrat, l'ensemble des données qui ont fait l'objet du traitement sur quelque support que ce soit.